Energie : le triple échec de l'Europe



Isabelle Kocher (P91)

Une politique énergétique européenne qui manque de pertinence et de vision : c'est le sombre tableau que dresse Isabelle Kocher, Directeur Général Adjoint en charge des Finances chez GDF Suez.

La demande en énergie stagne en Europe. Comment est-ce que GDF Suez s'adapte à cette nouvelle donne ?
En matière de politique énergétique, l'Europe fait face à un triple échec. Nous avons alerté à ce sujet les pouvoirs publics, via une initiative nommée « club Magritte » qui rassemble douze grands énergéticiens européens dont GDF SUEZ, l'allemand EON, l'espagnol Iberdrola ou encore l'italien ENEL.

Le premier échec est celui de la compétitivité. Les tarifs de l'énergie ne cessent d'augmenter sur le Vieux Continent à cause d'un soutien mal calibré aux énergies renouvelables et, plus globalement, d'un manque criant de pilotage de la transition énergétique. Ces prix élevés pèsent directement sur la compétitivité des industriels.

Le deuxième échec est celui de la sécurité d'approvisionnement. Contrairement à ce qui se passe outre-Atlantique, le charbon, actuellement bon marché, remplace progressivement le gaz naturel dans la production électrique. Nous sommes obligés de mettre sous cocon voire de fermer des dizaines de centrales à gaz. Ces dernières années, les énergéticiens du club Magritte ont ainsi mis à l'arrêt plus de 50 000 mégawatts de capacités de production électrique, soit l'équivalent de 50 centrales nucléaires : ce n'est pas bon pour la sécurité d'approvisionnement !

Les centrales à gaz sont en effet les seules à offrir suffisamment de flexibilité pour compenser, de manière très rapide, les fluctuations de production des énergies renouvelables intermittentes (solaire et éolien).

Troisième échec, les émissions de CO_2 repartent à la hausse : + 4 % au Royaume-Uni, + 1 % en Allemagne. Il faut orienter les subventions vers des nouvelles technologies du futur, renforcer considérablement le marché européen du carbone et mettre en place des mécanismes de rémunération de capacités pour maintenir en vie les outils les plus flexibles du parc de production.

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, l'Union européenne s'est engagée à ce que les énergies renouvelables représentent 20% du mix énergétique d'ici à 2020. Comment est-ce que GDF Suez participe à cet effort ?
GDF SUEZ est un acteur majeur du renouvelable dans le monde, avec de fortes ambitions en la matière. Nous produisons de l'électricité à travers un mix énergétique diversifié, basé sur l'hydraulique, l'éolien, le solaire, la biomasse ou encore la géothermie. En Europe aussi : nous sommes leader de l'éolien en France et en Belgique, n°2 en Allemagne, leader européen dans la biomasse, et nous disposons de positions de premier plan dans le solaire, notamment en Italie.

Quelles sont les perspectives de croissance du groupe dans les BRICS, et plus généralement dans les pays émergents ?
Forts d'une croissance économique rapide, les pays émergents ont vu leurs besoins énergétiques augmenter de manière considérable. GDF Suez a saisi cette opportunité pour développer ses positions et le groupe est devenu le 1er producteur privé d'électricité au Brésil, au Chili, au Moyen-Orient, en Indonésie, en Thaïlande et à Singapour. Nous continuons à entrer dans de nouveaux pays, comme nous venons de le faire en Mongolie, en Afrique du Sud, au Maroc et au Koweït.

Le gaz de schiste a bouleversé le paysage énergétique aux Etats-Unis. GDF Suez est-il partie prenante dans cette « révolution »?
La France a choisi de ne pas explorer son potentiel de gaz de schiste et de ne pas l'évaluer. Nous respectons ce choix mais nous avons toujours manifesté notre intérêt pour explorer ce potentiel, y compris en dehors de la France. Nous sommes d'ailleurs le premier groupe international à avoir pris une participation dans des permis d'exploration de gaz de schiste en Grande-Bretagne. Nous regardons également d'autres pays, comme la Pologne, le Brésil, l'Allemagne, l'Algérie, et la Chine.


© David-Morganti